

Dangers du live-streaming illégal : publication du rapport de l'AIISP

Sécurité

Posté par : JPilo

Publié le : 1/10/2014 13:00:00

L'AIISP (Association of Internet Security Professionals), association américaine d'experts en sécurité informatique, publie un rapport alarmant sur les dangers du live-streaming illégal. Selon l'OCDE, les vidéos en ligne représentent aujourd'hui jusqu'à 91% du trafic mondial Internet.

Majoritairement partagées par des internautes ou des médias, ces vidéos font également l'objet d'un véritable marché noir qui s'est développé parallèlement, rendant accessible gratuitement des vidéos payantes.

La récente Coupe du Monde de football a par ailleurs largement démocratisé l'usage du live-streaming pour regarder en direct et gratuitement les matchs diffusés sur des chaînes cryptées. Au-delà des habituelles questions liées au respect des droits d'auteur, l'AIISP s'est interrogée sur les risques encourus par les internautes qui consomment ces flux vidéo.

Son rapport intitulé "Illegal Streaming and Cyber Security Risks : a dangerous status quo?", démontre ainsi que la mise à disposition de contenus via des plateformes de live-streaming correspond à un vrai business model où les pirates infectent jusqu'à 97% des sites qu'ils visitent.

En l'occurrence, ces plateformes de live-streaming permettent notamment aux pirates, en ciblant des internautes empressés de consommer les vidéos recherchées puis passifs pendant de longues minutes, d'accéder à leurs données personnelles (photos, données bancaires, historique de navigation, etc.), de les exposer à des contenus pornographiques ou encore de récupérer leurs contacts emails pour adresser des contenus spam.

Le rapport dévoile plusieurs chiffres :

- 500 millions d'ordinateurs infectés dans le monde
- 1 nouvelle infection toutes les 18 secondes
- 67 millions de dollars dépensés tous les ans pour des services de sécurité sur Internet
- 445 milliards de dollars perdus chaque année dus à la cybercriminalité sur Internet

Ces nouvelles formes de menace nécessitent de s'en protéger et de mieux les connaître. Le rapport se conclut par une série de recommandations : renforcement de la coopération internationale, lancement de grandes campagnes de sensibilisation et paramétrage d'une approche juridique plus protectrice des internautes.